

Direction Départementale des Territoires
2 rue des Pâtis
BP 30069
58020 NEVERS CEDEX

Nevers, le 24 juin 2016

N/Réf. : DAE/JPR/ER/BC 2016036

Objet : Consultation sur le projet de Stratégie Locale de Gestion du Risque Inondation

A l'attention de Monsieur Mathieu BOTTERO.

Monsieur,

Par votre mail du 10 juin 2016, vous avez sollicité l'avis de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Nièvre sur le projet de Stratégie Locale de Gestion du Risque Inondation (SLGRI) relatif au territoire à risque inondation de Nevers.

Globalement, la CCI de la Nièvre émet un avis favorable sur ce projet mais souhaite tout de même le voir évoluer sur les points présentés ci-dessous.

4.2.12 Disposition 2.12 : Recommandation sur la prise en compte de l'évènement exceptionnel pour l'implantation de nouveaux établissements, installations sensibles

Le titre de cette disposition fait état d'une « recommandation » tandis que l'écriture de son détail laisse sous-entendre une « obligation ». En vue de faciliter la compréhension de cette disposition, nous suggérons que cette disposition soit réécrite afin de faire apparaître clairement la notion de « recommandation ».

Par ailleurs, la situation exceptionnelle caractérisée par « l'absence d'alternative » mériterait d'être étoffée avec :

- des précisions sur les critères permettant de classer une situation dans ce cas,
- des dispositions réduisant la vulnérabilité des installations se retrouvant dans cette situation par, a minima, la disposition 2.13 du Plan de Gestion des Risques d'Inondation applicable.

4.3.3 Disposition 3.4 : Réduction de la vulnérabilité des services utiles à la gestion de crise ou nécessaires à la satisfaction des besoins prioritaires à la population/Disposition 3.5 : Réduction de la vulnérabilité des services utiles à un retour à la normale rapide/Disposition

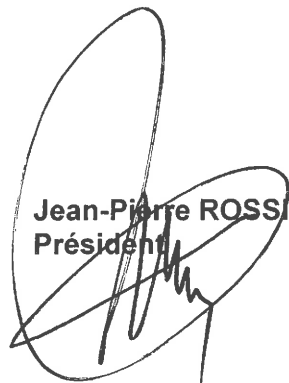
3.6 : Réduction de la vulnérabilité des installations pouvant générer une pollution ou un danger pour la population

En 2014, l'Etablissement Public Loire a porté à notre connaissance son estimation du nombre d'entreprises qui n'avaient pas réalisé de diagnostic de vulnérabilité sur le périmètre éligible, à savoir une trentaine sur le périmètre de la SLGRI. Aussi, nous suggérons que la stratégie prenne le parti de relancer cette initiative si nécessaire, même si nous avons conscience que le montage de cette action devra évoluer en raison de la disparition de certains dispositifs financiers.

Globalement, pour que le projet de SLGRI soit complètement adapté aux enjeux économiques et viable dans le temps, nous demandons qu'il assure :

- une surveillance et un entretien régulier des ouvrages protégeant les populations et les installations sensibles,
- un partage des informations avec les entreprises concernant l'état des ouvrages et des opérations d'entretien prévues afin de maintenir les coûts d'assurance à un niveau adapté à la situation,
- une coordination entre les choix des acteurs publics et ceux des entreprises afin que tous investissent dans des actions efficaces et pérennes,
- une communication vers les entreprises lors des épisodes d'inondation permettant aux entreprises de prendre des dispositions adéquates.

Restant à votre disposition pour toute concertation sur ce sujet, nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos sincères salutations.



Jean-Pierre ROSSIGNOL
Président